

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 85 — 1543

12 AOUT 1985. — Arrêté royal autorisant la Société nationale d'Investissement à procéder à une augmentation de capital à concurrence de deux tranches de un milliard de francs chacune et déterminant les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat pour ces tranches

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 avril 1962, constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement agréées, modifiée par la loi du 14 avril 1965, l'arrêté royal n° 21 du 23 mai 1967, la loi du 30 décembre 1970, la loi du 30 mars 1976, la loi du 4 août 1978 et par la loi du 22 janvier 1985;

Vu la loi du 25 janvier 1984 autorisant l'Etat à garantir la bonne fin d'une augmentation de capital de la Société nationale d'Investissement;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1982 autorisant la Société nationale d'Investissement à procéder à une augmentation de capital à concurrence de 1 milliard de francs et à la porter ainsi de 11 milliards de francs à 12 milliards de francs;

Considérant que la Société nationale d'Investissement doit être à tout moment à même de remplir son rôle avec un maximum d'efficacité et au mieux des intérêts du développement économique en disposant des capitaux indispensables;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Affaires économiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** La Société nationale d'Investissement est autorisée à procéder à une augmentation de capital à concurrence de deux tranches de un milliard de francs chacune.

**Art. 2.** La souscription immédiate de l'Etat s'élève à F 2 000 000 000. A l'assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur l'augmentation du capital de la S.N.I., de 12 à 14 milliards, l'Etat libérera 25 p.c. de sa souscription, soit F 500 000 000.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 12 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
F. GROOTJANSLe Ministre des Affaires économiques,  
M. EYSKENS

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 85 — 1544

19 AOUT 1985

Arrêté royal portant le statut pécuniaire du personnel des Forces armées qui bénéficie d'une solde

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires, notamment l'article 2, § 2 et l'article 6, § 1er;

MINISTERIE VAN FINANCIËN  
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 85 — 1543

12 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit waarbij de Nationale Investeringsmaatschappij gemachtigd wordt een kapitaalverhoging door te voeren ten belope van twee schijven van één miljard frank elk en waarbij de modaliteiten worden vastgesteld voor het verlenen van de staatswaarborg aan deze schijven

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van de erkende Gewestelijke Investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wet van 14 april 1965, het koninklijk besluit nr. 21 van 23 mei 1967, de wet van 30 december 1970, de wet van 30 maart 1976, de wet van 4 augustus 1978 en bij de wet van 22 januari 1985;

Gelet op de wet van 25 januari 1984 waarbij de Staat gemachtigd wordt de goede afloop van een kapitaalverhoging van de Nationale Investeringsmaatschappij te waarborgen;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 1982 waarbij de Nationale Investeringsmaatschappij gemachtigd werd een kapitaalverhoging door te voeren ten belope van 1 miljard frank om het kapitaal aldus van 11 miljard op 12 miljard frank te brengen;

Overwegende dat de Nationale Investeringsmaatschappij, te allen tijde in staat moet zijn haar taak zo doeltreffend mogelijk en in het belang van de economische ontwikkeling te vervullen en daartoe over voldoende kapitaal moet kunnen beschikken;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Economische Zaken en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De Nationale Investeringsmaatschappij wordt gemachtigd over te gaan tot een kapitaalverhoging ten belope van twee schijven van 1 miljard frank elk.

**Art. 2.** De onmiddellijke inschrijving door de Staat beloopt F 2 000 000 000. Tijdens de buitengewone algemene vergadering die zal dienen te beslissen over de kapitaalverhoging van de N.I.M., van 12 naar 14 miljard, zal de Staat 25 pct. van zijn inschrijving, of F 500 000 000, volstorten.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Economische Zaken zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 12 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningsvege :

De Minister van Financiën,  
F. GROOTJANSDe Minister van Economische Zaken,  
M. EYSKENS

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 85 — 1544

19 AUGUSTUS 1985

Koninklijk besluit houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Krijgsmacht dat een soldij geniet

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, inzonderheid op artikel 2, § 2 en op artikel 6, § 1;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 avril 1985;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — *Les bénéficiaires*

**Article 1er. § 1er.** Le présent arrêté est applicable aux militaires mentionnés ci-après :

1° les miliciens qui, à la suite d'un appel se présentent au Centre de recrutement et de sélection;

2° les miliciens qui accomplissent leur terme de service actif ou qui sont maintenus sous les armes à l'issue de ce terme;

3° les miliciens visés aux 1° et 2° autorisés à prolonger le terme de leur service actif;

4° les militaires rappelés sous les armes ou maintenus sous les armes à l'issue d'un rappel, à l'exclusion des militaires qui bénéficient d'un traitement;

5° les militaires d'un rang au-dessous de celui d'officier, volontaires pour la durée de la guerre;

6° les élèves de l'Ecole royale des Cadets et les élèves non militaires des écoles de formation de sous-officiers.

§ 2. Le bénéficiaire du présent arrêté est dénommé ci-après « le militaire ».

#### CHAPITRE II. — *La solde*

**Art. 2. § 1er.** Le militaire bénéficie par journée de service actif d'une solde dont les taux par jour sont fixés conformément au tableau I de l'annexe.

§ 2. Le militaire bénéficie de la solde afférente au grade auquel il est nommé ou commissionné.

L'équivalence des grades se détermine conformément au tableau IV de l'annexe.

**Art. 3. § 1er.** Le militaire bénéficie également de la solde limitée aux taux A, B, C fixés au tableau I de l'annexe pendant les périodes ci-après, même si selon les lois sur la milice, ces périodes ne sont pas considérées comme service actif :

1° les périodes passées au Centre de recrutement et de sélection;

2° les périodes passées dans un hôpital, soit pour hospitalisation, soit pour observation;

3° le congé de convalescence;

4° le temps de séjour dans son foyer, soit pour raisons médicales, soit en attendant une décision de la commission militaire d'aptitude et de réforme ou de la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel;

5° les périodes durant lesquelles le militaire subit une peine privative de liberté prononcée par un jugement ou un arrêt sous le régime des arrêts de fin de semaine ou de la semi-détention.

§ 2. Le militaire, à l'exclusion de celui visé à l'article 1er, § 1er, 1°, bénéficie, pendant les cent quatre-vingts premiers jours de l'exécution d'une peine privative de liberté prononcée par un jugement ou un arrêt, d'une solde dont le taux par jour est fixé au tableau II de l'annexe.

§ 3. Le militaire détenu préventivement perçoit, à titre conservatoire, la solde conformément au tableau II de l'annexe.

La différence entre la solde qui est prévue au tableau I de l'annexe et celle qui a été versée lui est payée pour le temps de détention préventive qui n'est pas couvert par une condamnation à une peine privative de liberté.

Par dérogation à l'alinéa 1er, lorsque la détention préventive est suivie de la suspension du prononcé de la condamnation et que cette suspension est ensuite révoquée, la solde entière reste acquise pour la période de détention qui a été comptée comme service actif suite à la suspension du prononcé de la condamnation et qui est désormais considérée comme période ne comptant pas comme service actif suite à la révocation de la suspension.

§ 4. Toutefois, le militaire ne bénéficie pas de la solde pendant :

1° le congé d'urgence pour motifs graves d'une durée supérieure à quatre jours;

2° la période durant laquelle l'élève non militaire de l'Ecole royale des Cadets ou des écoles de formation de sous-officiers est en congé à quelque titre que ce soit ou séjourne dans son foyer pour raisons médicales;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 19 april 1985;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — *De gerechtigden*

**Artikel 1. § 1.** Dit besluit is toepasselijk op de hiernavermelde militairen :

1° de dienstplichtigen die zich ingevolge een oproeping aanmelden bij het Recruiterings- en Selectiecentrum;

2° de dienstplichtigen die hun werkelijke diensttermijn volbrengen of die bij het verstrijken van deze termijn onder de wapens worden gehouden;

3° de bij 1° en 2° bedoelde dienstplichtigen die gemachtigd worden hun werkelijke diensttermijn te verlengen;

4° de militairen die weder onder de wapens worden geroepen of die bij het verstrijken van een wederoproeping onder de wapens worden gehouden, met uitsluiting van de militairen die een wedde genieten;

5° de militairen beneden de officiersrang, vrijwilligers voor de duur van de oorlog;

6° de leerlingen van de Koninklijke Cadettenschool en de niet-militaire leerlingen van de scholen voor vorming van onderofficieren.

§ 2. De gerechtigde op dit besluit wordt hierna « de militair » genoemd.

#### HOOFDSTUK II. — *De soldij*

**Art. 2. § 1.** De militair geniet per dag werkelijke dienst een soldij waarvan de dagbedragen zijn vastgesteld overeenkomstig tabel I van de bijlage.

§ 2. De militair geniet de soldij die overeenstemt met de graad waarin hij benoemd of aangesteld is.

De gelijkwaardigheid der graden wordt bepaald overeenkomstig tabel IV van de bijlage.

**Art. 3. § 1.** De militair geniet eveneens de soldij beperkt tot de bedragen A, B, C van tabel I van de bijlage gedurende de hiernavermelde periodes, zelfs wanneer die periodes volgens de dienstplichtwetten niet als werkelijke dienst tellen :

1° de periodes doorgebracht in het Recruiterings- en Selectiecentrum;

2° de periodes doorgebracht in een ziekenhuis voor opname of observatie;

3° het herstelverlof;

4° het verblijf in zijn haardstede wegens medische redenen ofwel in afwachting van een beslissing van de militaire commissie inzake geschiktheid en reform of van de militaire commissie van beroep inzake geschiktheid en reform;

5° de periodes waarin de militair een bij vonnis of arrest uitgesproken vrijheidsstraf ondergaat onder het stelsel van het weekendarrest of de beperkte hechtenis.

§ 2. De militair, met uitzondering van degene die bij artikel 1, § 1, 1°, wordt bedoeld, geniet, gedurende de eerste honderdtachtig dagen dat hij een bij vonnis of arrest uitgesproken vrijheidsstraf ondergaat een soldij waarvan het dagbedrag is vastgesteld in tabel II van de bijlage.

§ 3. De militair in voorlopige hechtenis ontvangt, ter bewaring, de soldij overeenkomstig tabel II van de bijlage.

Het verschil tussen de soldij die bepaald is in tabel I van de bijlage en die welke gestort is, wordt hem uitbetaald voor de duur van de voorlopige hechtenis die niet door een veroordeling tot een vrijheidsstraf gedekt is.

In afwijking van het eerste lid blijft de volle soldij verworven wanneer de voorlopige hechtenis gevolgd wordt door de opschorting van de uitspraak van de veroordeling en deze opschorting vervolgens wordt herroepen. Dit geldt voor de periode van hechtenis die werd aangerekend als werkelijke dienst ten gevolge van de opschorting van de uitspraak van de veroordeling en voortaan beschouwd wordt als periode die niet telt als werkelijke dienst ten gevolge van de herroeping van de opschorting.

§ 4. De militair geniet evenwel geen soldij :

1° gedurende het spoedverlof om gewichtige redenen waarvan de duur vier dagen overtreft;

2° gedurende de periode waarin de niet-militaire leerling van de Koninklijke Cadettenschool of de scholen voor vorming van onderofficieren om eender welke reden met verlof is of in zijn haardstede om medische redenen vertoeft;

3° l'arrêt sous le régime des arrêts de fin de semaine ou de la semi-détention lorsque le militaire autorisé à quitter l'établissement ne rejoint pas son unité.

Art. 4. Le militaire qui a été séparé de l'armée, en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, perçoit, lors de sa reprise en force, la solde qui est due pour la période de son absence, pour autant que sa conduite ait été jugée compatible avec son état militaire par l'autorité que le Ministre de la Défense nationale désigne.

Art. 5. Toute modification de la situation d'un militaire, qui entraîne l'attribution d'une nouvelle solde, produit ses effets le jour même.

### CHAPITRE III. — Le supplément de solde

#### Section 1re

Le supplément de solde durant le terme de service actif

Art. 6. Un supplément de solde dont les taux et la période d'octroi sont fixés conformément au tableau III de l'annexe est payé :

- 1° au militaire d'un rang au-dessous de celui d'officier visé à l'article 1er, § 1er, 3°;
- 2° à l'adjudant candidat sous-lieutenant de réserve;
- 3° au sous-lieutenant milicien.

Art. 7. Le supplément de solde visé à la présente section est dû pour chaque journée de service actif pour laquelle la solde est payée conformément à l'article 2, § 1er.

#### Section 2

Le supplément de solde durant le rappel

Art. 8. Le militaire d'un rang au-dessous de celui d'officier visé à l'article 1er, § 1er, 4°, bénéficie d'un supplément de solde dont le montant est fixé conformément au tableau III de l'annexe.

Toutefois, le militaire visé à l'alinéa 1er qui durant le rappel continue à percevoir sa rémunération normale complète ne peut pas prétendre au supplément de solde.

Art. 9. Le supplément de solde durant le rappel est dû pour chaque journée donnant droit à la solde prévue au tableau I de l'annexe.

Art. 10. Le montant du supplément de solde durant le rappel est soumis au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

### CHAPITRE IV. — L'allocation pour ration de vivres

Art. 11. § 1er. Les ménages militaires perçoivent une allocation pour ration de vivres pour chaque militaire bénéficiant de la solde prévue au tableau I de l'annexe, ainsi que pour le militaire qui, suite à un jugement ou à un arrêt, subit dans le quartier militaire une peine privative de liberté.

Cette allocation n'est toutefois pas due lorsque le militaire :

- 1° bénéficie de l'indemnité de hors-ménage, prévue à l'article 12;
- 2° est placé et nourri aux frais de l'Etat, chez l'habitant;

3° perçoit, suite à des déplacements de service, une indemnité pour frais de nourriture;

4° perçoit un complément de solde pour la période pendant laquelle il a été détenu préventivement ou séparé de l'armée.

§ 2. Le Ministre de la Défense nationale fixe périodiquement les taux de l'allocation.

### CHAPITRE V. — L'indemnité de hors-ménage

Art. 12. § 1er. Une indemnité de hors-ménage est allouée en lieu et place de la nourriture :

- 1° au sous-lieutenant milicien;
- 2° à l'adjudant candidat sous-lieutenant de réserve qui a terminé le cycle de formation d'officier;
- 3° au militaire rappelé sous les armes et qui est tenu, en vertu de son ordre de rappel, de se munir de vivres pour un ou deux jours;
- 4° au militaire, pour chaque journée de présence dans un poste isolé, non ravitaillé par un mess ou un ménage militaire;
- 5° au militaire en congé de convalescence ou se trouvant dans certaines situations déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

§ 2. L'indemnité de hors-ménage n'est pas due :

- 1° dans les cas définis à l'article 11, § 1er, 2°, 3° et 4°;
- 2° lorsque le militaire est en traitement dans un hôpital;

3° gedurende het weekendarrest of de beperkte hechtenis wanneer de militair die de inrichting mag verlaten zich niet bij zijn eenheid vervoegt.

Art. 4. De militair die van het leger gescheiden wordt wegens omstandigheden buiten zijn wil, ontvangt bij zijn wederopneming in de getalsterkte de soldij die hem voor de duur van zijn afwezigheid verschuldigd is, voor zover de door de Minister van Landsverdediging aangewezen overheid oordeelt dat zijn gedrag verenigbaar is met de staat van militair.

Art. 5. Iedere wijziging in de toestand van een militair, die het toekennen van een nieuwe soldij voor gevolg heeft, heeft uitwerking de dag zelf.

### HOOFDSTUK III. — De soldijbijslag

#### Afdeling 1

De soldijbijslag tijdens de werkelijke diensttermijn

Art. 6. Een soldijbijslag waarvan de bedragen en de toekenningsperiode worden vastgesteld overeenkomstig tabel III van de bijlage wordt betaald :

- 1° aan de militairen beneden de officiersrang bedoeld in artikel 1, § 1, 3°;
- 2° aan de adjudant kandidaat-reserveonderluitenant;
- 3° aan de onderluitenant dienstplichtige.

Art. 7. De soldijbijslag bedoeld in deze afdeling is verschuldigd voor iedere dag werkelijke dienst waarvoor de soldij wordt betaald overeenkomstig artikel 2, § 1.

#### Afdeling 2

De soldijbijslag tijdens de wederoproeping

Art. 8. De militair beneden de officiersrang bedoeld in artikel 1, § 1, 4°, geniet een soldijbijslag waarvan het bedrag is vastgesteld overeenkomstig tabel III van de bijlage.

De in het eerste lid bedoelde militair die tijdens de wederoproeping zijn normale volledige bezoldiging ontvangt, heeft evenwel geen aanspraak op de soldijbijslag.

Art. 9. De soldijbijslag tijdens de wederoproeping is verschuldigd voor iedere dag die recht geeft op de soldij welke in tabel I van de bijlage is bepaald.

Art. 10. Het bedrag van de soldijbijslag tijdens de wederoproeping valt onder de mobiliteitsregeling toepasselijk op de wedden van het personeel der ministeries.

### HOOFDSTUK IV. — De toelage voor levensmiddelenrantsoen

Art. 11. § 1. De militaire huishoudingen ontvangen een toelage voor levensmiddelenrantsoen voor iedere militair die de in tabel I van de bijlage bepaalde soldij geniet, alsmede voor de militair die ten gevolge van een vonnis of een arrest een vrijheidsstraf ondergaat in het militair kwartier.

Deze toelage is evenwel niet verschuldigd wanneer de militair :

- 1° de buitenmenagevergoeding geniet bedoeld bij artikel 12;
- 2° ten laste van de Staat, kost en inwoning geniet bij de particulieren;
- 3° wegens dienstreizen, een vergoeding voor voedingskosten ontvangt;
- 4° een aanvullende soldij ontvangt voor de periode tijdens welke hij voorlopig opgesloten of van het leger gescheiden was.

§ 2. De Minister van Landsverdediging bepaalt geregeld de bedragen van de toelage.

### HOOFDSTUK V. — De buitenmenagevergoeding

Art. 12. § 1. Een buitenmenagevergoeding wordt in plaats van de voeding toegekend :

- 1° aan de onderluitenant dienstplichtige;
- 2° aan de adjudant kandidaat-reserveonderluitenant die de cyclus van de vorming tot officier voltooid heeft;
- 3° aan de militair die weer onder de wapens geroepen wordt en die overeenkomstig zijn wederoproepingsorder gehouden is zich voor één of twee dagen van levensmiddelen te voorzien;
- 4° aan de militair voor iedere dag waarop hij aanwezig is bij een afgezonderde post die door geen militaire mess of huishouding wordt geravitaillieerd;
- 5° aan de militair die met herstelverlof is of die zich in bepaalde toestanden bevindt zoals de Minister van Landsverdediging dit vaststelt.

§ 2. De buitenmenagevergoeding is niet verschuldigd :

- 1° in de gevallen bepaald bij artikel 11, § 1, 2°, 3° en 4°;
- 2° wanneer de militair in behandeling is in een ziekenhuis;

3° lorsque, en exécution d'un jugement ou d'un arrêt, le militaire subit une peine privative de liberté.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale fixe périodiquement les taux de l'indemnité de hors-ménage.

Toutefois, pour le militaire visé au § 1er, 4°, l'indemnité de hors-ménage est égale à l'indemnité pour frais de nourriture aux taux et conditions fixés pour le militaire en déplacement de service en Belgique.

#### CHAPITRE VI. — Du logement

**Art. 13. § 1er.** L'Etat est tenu de pourvoir au logement du militaire. Cette obligation cesse lorsque le militaire s'absente de son unité pour quelque motif que ce soit, à l'exclusion toutefois d'un déplacement de service.

§ 2. Lorsque l'Etat se trouve dans l'impossibilité de fournir un logement à un militaire, le Ministre de la Défense nationale, sur avis favorable de l'Inspecteur des Finances, peut autoriser le remboursement des frais réellement supportés aux taux et conditions fixés pour le militaire en déplacement de service en Belgique.

Lorsque l'impossibilité de fournir un logement gratuit cesse au cours de la période de location au mois, le remboursement est accordé jusqu'à la fin de ladite période. Il en est de même lorsqu'une absence quelconque survenant durant la même période met fin à l'obligation de l'Etat de pourvoir au logement.

§ 3. L'impossibilité pour l'Etat de fournir un logement à un militaire est constatée par le commandant de place.

§ 4. Les dispositions du § 2 ne sont pas applicables au militaire qui accomplit des déplacements de service ou qui séjourne hors du Royaume.

#### CHAPITRE VII

##### *Les frais de transport lors des congés et permissions*

**Art. 14.** Le militaire voyage aux frais de l'Etat en Belgique, sur les réseaux de la Société nationale des Chemins de fer belges et de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux.

La présente disposition n'est pas applicable au militaire :

- 1° visé à l'article 1er, § 1er, 1°, 5° et 6°;
- 2° en service à l'étranger.

**Art. 15. § 1er.** Le Ministre de la Défense nationale fixe les conditions d'octroi du titre de transport.

Ce titre est accordé au militaire se rendant dans son foyer à l'occasion d'un congé ou d'une permission et pour autant que l'intéressé soit tenu d'effectuer, pour ce déplacement, un trajet de quinze kilomètres au moins.

§ 2. Des titres de transport peuvent être accordés plus ou moins fréquemment selon la catégorie des bénéficiaires et en fonction de leurs départs en congé ou en permission.

Un militaire peut bénéficier au maximum d'un titre de transport toutes les deux semaines.

**Art. 16.** Le Ministre de la Défense nationale peut accorder un titre de transport supplémentaire dans les cas suivants :

- 1° lors du mariage du militaire;
- 2° lors de l'accouchement de son épouse;
- 3° lors des funérailles d'un parent ou d'un allié du premier ou du deuxième degré, ou d'un degré plus éloigné si le militaire habite sous le même toit que le défunt;
- 4° pour motifs impérieux d'ordre familial.

#### CHAPITRE VIII

##### *Le paiement de la solde et du supplément de solde*

**Art. 17.** Le Ministre de la Défense nationale fixe les modalités de paiement de la solde et du supplément de solde.

#### CHAPITRE IX. — Dispositions finales

**Art. 18.** L'arrêté royal du 14 octobre 1980 portant le statut pécuniaire du personnel soldé des forces armées est abrogé.

**Art. 19.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1985 à l'exception du tableau II qui entre en vigueur le 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

3° wanneer de militair ter uitvoering van een vonnis of een arrest een vrijheidsstraf ondergaat.

§ 3. De Minister van Landsverdediging bepaalt geregeld de bedragen van de buitenmenagevergoeding.

Voor de militair bedoeld in § 1, 4°, is de buitenmenagevergoeding evenwel gelijk aan de vergoeding voor voedingskosten tegen de bedragen en onder de voorwaarden vastgesteld voor de militair die in België voor de dienst reist.

#### HOOFDSTUK VI. — Huisvesting

**Art. 13. § 1.** De Staat moet in de huisvesting van de militair voorzien. Deze verplichting houdt op wanneer de militair om enige reden uit zijn eenheid afwezig is, behalve echter als het om een dienstreis gaat.

§ 2. Wanneer de Staat zich in de onmogelijkheid bevindt aan een militair huisvesting te verschaffen mag de Minister van Landsverdediging, op gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, de terugbetaling van de werkelijk gedragen kosten toelaten tegen de bedragen en onder de voorwaarden vastgesteld voor de militair die in België voor de dienst reist.

Wanneer de onmogelijkheid kosteloze huisvesting te verschaffen ophoudt in de loop van een huur per maand wordt de terugbetaling toegestaan tot het einde van de bewuste periode. Hetzelfde geldt wanneer ten gevolge van enige afwezigheid die zich tijdens dezelfde periode voordoet een einde komt aan de verplichting van de Staat om in de huisvesting te voorzien.

§ 3. De onmogelijkheid voor de Staat, om aan een militair een logement te verschaffen wordt vastgesteld door de plaatscommandant.

§ 4. De bepalingen van § 2 zijn niet toepasselijk op de militair die voor de dienst reist of buiten het Rijk verblijft.

#### HOOFDSTUK VII

##### *Reiskosten in geval van verlof of vergunning*

**Art. 14.** De militair reist in België op staatskosten op het net van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en op dit van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen.

Deze bepaling geldt niet voor de militair :

- 1° bedoeld in artikel 1, § 1, 1°, 5° en 6°;
- 2° in dienst in het buitenland.

**Art. 15. § 1.** De Minister van Landsverdediging bepaalt de voorwaarden voor toekenning van het vervoerbewijs.

Dat bewijs wordt toegekend aan de militair die zich ter gelegenheid van een verlof of een vergunning naar zijn haardstede begeeft en voor zover hij daarvoor een traject van ten minste vijftien kilometer moet afleggen.

§ 2. Vervoerbewijzen kunnen worden toegekend met kortere of langere tussenpozen naar gelang van de categorie van de gerechtigden en van het aantal keren dat ze met verlof of vergunning gaan.

Een militair kan hoogstens om de twee weken een vervoerbewijs krijgen.

**Art. 16.** De Minister van Landsverdediging kan in de volgende gevallen een bijkomend vervoerbewijs toekennen :

- 1° in geval van huwelijk van de militair;
- 2° in geval van bevalling van zijn echtgenote;
- 3° ter gelegenheid van de begrafenis van een bloed- of aanverwant van de eerste of van de tweede graad, of van een verdere graad indien de militair onder hetzelfde dak woont als de overledene;
- 4° in geval van dwingende familieaangelegenheden.

#### HOOFDSTUK VIII

##### *De betaling van de soldij en de soldijbijslag*

**Art. 17.** De Minister van Landsverdediging bepaalt de nadere regelen voor de betaling van de soldij en de soldijbijslag.

#### HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

**Art. 18.** Het koninklijk besluit van 14 oktober 1980 houdende bezoldigingsregeling van het soldijtrekkend personeel van de krijgsmacht wordt opgeheven.

**Art. 19.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985 met uitzondering van tabel II die in werking treedt de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 20. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 19 août 1985.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Défense nationale,  
F. VREVEN

Le Ministre du Budget,  
Ph. MAYSTADT

Art. 20. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 19 augustus 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Landsverdediging,  
F. VREVEN

De Minister van Begroting,  
Ph. MAYSTADT

Annexe

Tableau I. — Taux par jour de la solde

Séries	Catégories	Solde	Grades et taux (en francs) (x x)						
			SDT	CPL	SGT	1SG	ISM	AIDJ	SLT
1	Les élèves de l'École royale des Cadets et les élèves non militaires des écoles de formation de sous-officiers (Art. 1er, § 1er, 6°)	A	50	58	67	—	—	—	—
2	a. Les miliciens qui à la suite d'un appel se présentent au Centre de recrutement et de sélection à l'exception des miliciens visés à la série 4. (Art. 1er, § 1er, 1°)	B	75	—	—	—	—	—	—
	b. Les miliciens qui accomplissent leur terme de service actif ou qui sont maintenus sous les armes à l'issue de ce terme et les miliciens candidats sous-lieutenant de réserve, pendant les 182 premiers jours de service pour lesquels la solde est due. (Art. 1er, § 1er, 2°)		75	83	92	95	108	125	155
3	a. Les militaires rappelés sous les armes ou maintenus sous les armes à l'issue d'un rappel. (Art. 1er, § 1er, 4°)	C	100	108	117	120	133	150	180
	b. Les militaires d'un rang au-dessous de celui d'officier, volontaires pour la durée de la guerre. (Art. 1er, § 1er, 5°)								
	c. Les miliciens visés à la série 2.b. à partir du 183e jour (x).								
4	Les miliciens autorisés à prolonger le terme de leur service actif, pendant les 182 premiers jours de service pour lesquels la solde est due. (Art. 1er, § 1er, 3°)	D	150	166	184	—	—	—	—
5	Les miliciens visés à la série 4 à partir du 183e jour (x)	E	200	216	234	—	—	—	—

Tableau II. — Taux par jour de la solde visés à l'art. 3, §§ 2 et 3

Séries	Catégories	Taux
1	Officier et adjudant candidat sous-lieutenant de réserve	65 francs
2	Sous-officier	50 francs
3	Caporal et soldat	40 francs

Tableau III. — Taux par jour du supplément de solde

Séries	Catégories	Grades et taux (en francs) (x x)						
		SDT	CPL	SGT	1SG	ISM	ADJ	SLT
1	1. En service auprès des forces belges en République fédérale d'Allemagne et à l'étranger :							
	a. pendant la période correspondant à la première prolongation, les militaires visés à l'art. 6, 1 <sup>o</sup> (x x x);	405	405	405	—	—	—	—
	b. à partir du 244 <sup>e</sup> jour jusques et y compris le dernier jour du terme de service actif, les militaires visés à l'art. 6, 2 <sup>o</sup> et 3 <sup>o</sup> ;	—	—	—	—	—	220	220
	c. pendant la période correspondant à la deuxième prolongation, les militaires visés à l'art. 6, 1 <sup>o</sup> (x x x x).	458	442	424	—	—	—	—
	2. En service en Belgique :							
	a. pendant la période correspondant à la première prolongation, les militaires visés à l'art. 6, 1 <sup>o</sup> (x x x);	405	405	405	—	—	—	—
b. à partir du 305 <sup>e</sup> jour jusques et y compris le dernier jour du terme de service actif, les militaires visés à l'art. 6, 2 <sup>o</sup> et 3 <sup>o</sup> ;	—	—	—	—	—	220	220	
c. pendant la période correspondant à la deuxième prolongation, les militaires visés à l'art. 6, 1 <sup>o</sup> (x x x x).	458	442	424	—	—	—	—	
2	Les militaires visés à l'art. 8'	239	239	239	239	239	239	—

Tableau IV. — Equivalence des grades

Séries	Grades de base	Grades équivalents
1	Soldat	Matelot
2	Caporal	Brigadier, 1er matelot
3	Sergent	Maréchal des logis, second maître
4	1 <sup>er</sup> Sergent	1 <sup>er</sup> Maréchal des logis, maître
5	1 <sup>er</sup> Sergent-major	1 <sup>er</sup> Maréchal des logis-chef, 1 <sup>er</sup> maître
6	Adjudant	1 <sup>er</sup> Maître-chef
7	Sous-lieutenant	Enseigne de vaisseau de deuxième classe

## Renvois :

- (x) Pour déterminer le *n*ème jour, il n'est pas tenu compte des jours pendant lesquels le militaire n'a eu droit qu'à la solde diminuée. (Art. 3, § 2).
- (x x) SDT : Soldat ou élève non-militaire; CPL : Caporal; SGT : Sergent; 1<sup>er</sup> Sergent; ISM : 1<sup>er</sup> Sergent-major; ADJ : Adjudant; SLT : Sous-lieutenant.
- (x x x) Première prolongation : la période de 3 mois qui suit directement le dernier jour du terme de service actif de 8 mois (forces belges en République fédérale d'Allemagne et à l'étranger) ou de 10 mois (Belgique).
- (x x x x) Deuxième prolongation : la période de 3 mois qui suit directement le dernier jour de la première prolongation.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

F. VREVEN

Le Ministre du Budget,

Ph. MAYSTADT

Bijlage

Tabel I. — Dagbedragen van de soldij

Reeksen	Categorieën	Soldij	Graden en bedragen (in frank) (x x)						
			SDT	KPL	SGT	1SG	ISM	ADJ	OLT
1	Leerlingen van de Koninklijke Cadetten- school en de niet-militaire leerlingen van de scholen voor vorming van onderofficie- ren. (Art. 1, § 1, 6°)	A	50	58	67	—	—	—	—
2	a. De dienstplichtigen die zich ingevolge een oproeping aanmelden bij het Recrute- rings- en Selectiecentrum met uitzonde- ring van de dienstplichtigen bedoeld in reeks 4. (Art. 1, § 1, 1°)	B	75	—	—	—	—	—	—
	b. De dienstplichtigen die hun werkelijke diensttermijn volbrengen of die bij het verstrijken van deze termijn onder de wapens worden gehouden, en de dienst- plichtigen kandidaat reserveonderluite- nant gedurende de eerste 182 dagen dienst voor welke de soldij verschuldigd is. (Art. 1, § 1, 2°)		75	83	92	95	108	125	155
3	a. De militairen die weder onder de wapens geroepen of die bij het verstrijken van een wederoproeping onder de wapens worden gehouden. (Art. 1, § 1, 4°)	C	100	108	117	120	133	150	180
	b. De militairen beneden de officiersrang, vrijwilligers voor de duur van de oorlog. (Art. 1, § 1, 5°)								
	c. De dienstplichtigen bedoeld in reeks 2.b. van de 183e dag af (x).								
4	De dienstplichtigen die gemachtigd worden hun werkelijke diensttermijn te verleng- en, gedurende de eerste 182 dagen dienst voor welke de soldij verschuldigd is. (Art. 1, § 1, 3°)	D	150	166	184	—	—	—	—
5	De dienstplichtigen bedoeld in reeks 4 van de 183e dag af (x)	E	200	216	234	—	—	—	—

Tabel II. — Dagbedrag van de soldij bedoeld in art. 3, §§ 2 en 3

Reeksen	Categorieën	Bedragen
1	Officier en adjudant kandidaat reserve-onderluitenant	65 frank
2	Onderofficier.	50 frank
3	Korporaal en soldaat	40 frank

Tabel III. — Dagbedragen van de soldijbijslag

Reeksen	Categorieën	Graden en bedragen (in frank) (x x)						
		SDT	KPL	SGT	1SG	ISM	ADJ	OLT
1	1. In dienst bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland en in het buitenland :							
	a. gedurende de periode die overeenstemt met de eerste verlenging, de militairen bedoeld in art. 6, 1° (x x x);	405	405	405	—	—	—	—
	b. van de 24de dag af tot de laatste dag van de werkelijke diensttermijn, de militairen bedoeld in art. 6, 2° en 3°;	—	—	—	—	—	220	220
	c. gedurende de periode die overeenstemt met de tweede verlenging, de militairen bedoeld in art. 6, 1° (x x x x).	458	442	424	—	—	—	—
	2. In dienst in België :							
	a. gedurende de periode die overeenstemt met de eerste verlenging, de militairen bedoeld in art. 6, 1° (x x x);	405	405	405	—	—	—	—
b. van de 30de dag af tot de laatste dag van de werkelijke diensttermijn, de militairen bedoeld in art. 6, 2° en 3°;	—	—	—	—	—	220	220	
c. gedurende de periode die overeenstemt met de tweede verlenging, de militairen bedoeld in art. 6, 1° (x x x x).	458	442	424	—	—	—	—	
2	De militairen bedoeld in art. 6	239	239	239	239	239	239	—

Tabel IV. — Gelijkwaardigheid der graden

Reeksen	Basisgraden	Gelijkwaardige graden
1	Soldaat	Matroos
2	Korporaal	Brigadier, 1 <sup>e</sup> matroos
3	Sergeant	Wachtmeester, tweede meester
4	1 <sup>e</sup> Sergeant	1 <sup>e</sup> Wachtmeester, meester
5	1 <sup>e</sup> Sergeant-majoor	1 <sup>e</sup> Opperwachtmeester, 1 <sup>e</sup> meester
6	Adjutant	1 <sup>e</sup> Oppermeester
7	Onderluitenant	Vaandrig-ter-zee tweede klasse

## Voetnoten :

- (x) Voor het bepalen van de hoeveelste dag wordt geen rekening gehouden met de dagen waarvoor de militair slechts recht had op de verminderde soldij. (Art. 3, § 2).
- (x x) SDT : Soldaat of niet-militaire leerling; KPL : Korporaal; SGT : Sergeant; 1SG : 1<sup>e</sup> Sergeant; ISM : 1<sup>e</sup> Sergeant-majoor; ADJ : Adjutant; OLT : Onderluitenant.
- (x x x) Eerste verlenging : de periode van 3 maanden, aansluitend op de laatste dag van de werkelijke diensttermijn van 8 maanden (Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland en buitenland) of 10 maanden (België).
- (x x x x) Tweede verlenging : de periode van 3 maanden, aansluitend op de laatste dag van de eerste verlenging.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 19 augustus 1985.

## BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

F. VREVEN

De Minister van Begroting,

Ph. MAYSTADT